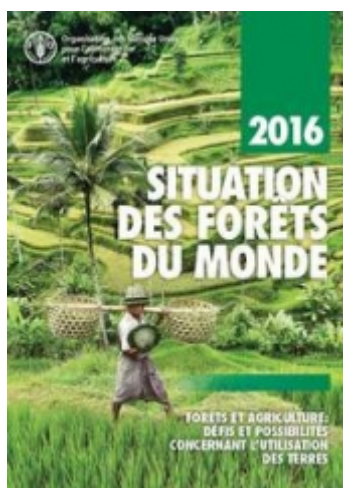


# Concilier préservation de la forêt et amélioration de la sécurité alimentaire : une priorité pour le développement

14 septembre 2016

À l'occasion de la semaine mondiale de la forêt (18 au 22 juillet 2016), la FAO a dévoilé son rapport annuel sur l'état des forêts dans le monde. Au-delà du constat classique sur la progression de la déforestation (3,3 millions d'ha par an entre 2010 et 2015), le rapport questionne surtout les interactions entre agriculture et forêt. Si elles sont concurrentes en matière d'occupation du sol, ce sont les politiques d'aménagement du territoire, plus ou moins intégrées, et associant les populations à leur gouvernance, qui s'avèrent les plus efficaces pour limiter la déforestation.

Le rapport examine ainsi l'évolution parallèle des surfaces forestières et agricoles sur longue période, en entrant dans le détail des multiples causes *a priori* de la déforestation. Analysant les politiques nationales de 35 pays, qu'elles soient sectorielles ou transversales, les auteurs mettent en évidence l'importance d'une intégration de la forêt dans les politiques agricoles ou de développement économique : cela permettrait une meilleure maîtrise de l'utilisation des terres, tout en facilitant la prise en compte d'objectifs contradictoires ou concurrents, au moins en apparence. De manière contre-intuitive, un fort niveau d'investissement public en agriculture est également un facteur d'atténuation de la déforestation, en permettant une intensification de la production sur les terres existantes plutôt que le recours à la conversion de nouvelles terres.



Le focus sur huit situations nationales contrastées ([Chili](#), [Costa Rica](#), [Gambie](#), [Géorgie](#), [Ghana](#), [Tunisie](#), [Viet-Nam](#) et Corée du sud), présentant une amélioration conjointe de la sécurité alimentaire et du couvert forestier, consolide ces constats. Qu'elles soient d'initiative publique ou privée, la préservation et la reconstitution des forêts nécessitent un cadre réglementaire prenant en compte l'apport de la forêt et des produits forestiers dans toutes ses dimensions : sociales, économiques et environnementales. La mise en place de gardes-fous en matière de gestion foncière, l'attention portée à un retour des bénéficiaires forestiers

vers les populations rurales, l'implication des communautés dans la gestion du patrimoine forestier (voir à ce sujet un [précédent billet](#) sur ce blog), sont autant de facteurs qui favorisent, en retour, la préservation des sols et la qualité de l'eau, éléments essentiels pour l'agriculture.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : [FAO](#), [FAO](#)